

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS

1420 Route de Carpentras
84130 Le Pontet

Références :D-00285-2025
Code AIOT : 0006400451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS implanté 1420 Route de Carpentras 84130 Le Pontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit notamment dans le cadre d'une action nationale de l'Inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes, de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques, ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras - 84 130 Le Pontet

- Code AIOT : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise GB FOODS PRODUCTION située au PONTET a pour activité principale la fabrication de potages sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple) et le conditionnement de soupes déshydratées (sous la marque ROYCO par exemple).

Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action Nationale « Combustion »
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Fiches d'intervention des équipements	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.543-82	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Contrôle d'étanchéité	Règlement européen du 16/04/2014, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	/	Sans objet
6	Classement des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 1.2.1.	/	Sans objet
7	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	/	Sans objet
8	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	VLE Chaudières avant le 1 ^{er} janvier 2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	/	Sans objet
10	VLE Chaudières à compter du 1 ^{er} janvier 2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	/	Sans objet
11	VLE Turbines et moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.	/	Sans objet
12	VLE Moteurs avant le 1 ^{er} janvier 2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.I	/	Sans objet
13	VLE Moteurs à compter du 1 ^{er} janvier 2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.II	/	Sans objet
14	VLE Moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.III	/	Sans objet
15	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	/	Sans objet
16	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	/	Sans objet
17	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites données à la précédente visite d'inspection (25/04/2024) sont satisfaisantes.

Concernant l'action nationale de contrôle relative aux installations moyennes de combustion, l'Inspection a constaté le respect des dispositions réglementaires contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois à compter de la réception de la lettre préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Le site est délimité en 12 bassins versant, tels que définis par l'étude de gestion des eaux pluviales réalisée par le bureau d'études HYDROSOL Ingénierie, version 1 du 16 novembre 2017 (cf. plan en annexe du présent arrêté, complétée le 25 novembre 2020 (version 3 - dossier 4241 - BV8BIS). Chaque bassin versant dispose des dispositifs listés dans le tableau ci-après. Certains de ces dispositifs sont existants. Pour ceux non existants, l'exploitant doit réaliser les travaux de mise en œuvre selon les échéances fixées dans le tableau ci-dessous. Sur le bassin versant BV10, aucun stockage de produit hors rétention ou sur une zone non raccordée à la station d'épuration n'est permis. En outre, en cas d'accident ou d'incendie, l'exploitant dispose, sur les bouches aériennes connectées au réseau d'eaux pluviales de ce bassin versant, des obturateurs permettant d'éviter le rejet d'effluents pollués au milieu naturel. L'exploitant met en place des procédures ou consignes pour confiner les eaux polluées (y compris les eaux d'extinction d'incendie) sur site. En particulier, ces consignes font état des vannes à manipuler. Ces procédures sont testées lors d'exercices in situ, au moins une fois par an. Le retour d'expérience de ces exercices est tracé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>À l'issue de l'inspection du 25/04/2024, il avait été demandé à l'exploitant de compléter sa réserve de plaques obturatrices pour les avaloirs présents sur le bassin versant BV10. L'exploitant a indiqué avoir acheté 6 plaques obturatrices supplémentaires (facture transmise par courriel du 21/03/2025).</p> <p>D'autre part, l'Inspection avait également formulé les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• les plaques obturatrices sont entreposées dans le local sécurité, qui se trouve à l'entrée du site. Ce local est éloigné de BV10. Il conviendrait de disposer les plaques plus près des avaloirs à protéger, afin de garantir une intervention rapide en cas de sinistre ;• le bassin BV10 comporte de nombreux avaloirs répartis sur une surface étendue ; il conviendrait de les repérer par un marquage de couleur. <p>Par rapport à ces recommandations, l'exploitant indique que le stock de plaques obturatrices a été déplacé vers le bassin versant BV 10 (vu en inspection terrain). Le marquage des avaloirs est prévu pour le prochain arrêt de site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 6 mois à compter de la réception de la lettre préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes : [Tableau non reproduit]</p>
Constats : <p>À l'issue de l'inspection du 25/04/2024, l'Inspection avait acté les travaux à venir sur la STEP interne afin de respecter les valeurs limites d'émission (VLE) fixées pour l'azote et le phosphore (révisées suite au réexamen IED).</p> <p>En séance, l'exploitant confirme que les travaux prévus ont été réalisés à l'automne 2024. Pour rappel, ils ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none">• Traitement du phosphore par injection de chlorure ferrique :<ul style="list-style-type: none">◦ Mise en place d'une cuve de stockage de 5 m³ de chlorure ferrique et de sa rétention ;◦ Asservissement de l'injection de chlorure ferrique au débit d'effluents à l'entrée de la step et à la mesure journalière de phosphore sur l'effluent entrant ;◦ Modification automatisme et supervision ;• Traitement de l'azote :<ul style="list-style-type: none">▪ Mise en place de quatre agitateurs en fond du bassin biologique prenant le relai des turbines (oxygénation et homogénéisation du bassin) quand ces dernières sont à l'arrêt ;▪ Mise en place de sondes redox pour le pilotage de l'oxygénation du bassin ;▪ Modification automatisme et supervision. <p>Les résultats d'autosurveillance sur la période octobre 2024 - février 2025 montrent que les VLE fixées pour l'azote et le phosphore sont respectées .</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fiches d'intervention des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/04/2023, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : Sans délai
Prescription contrôlée :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 25/04/2025, l'Inspection avait rappelé à l'exploitant l'obligation de contre-signer les fiches d'intervention relatives aux équipements dont la charge unitaire en HFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂.

L'exploitant a indiqué avoir intégré cette obligation ; les fiches d'intervention transmises en réponse à l'écart relevé dans la fiche de constat n°4 ci-dessous ont bien été contre-signées par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 4

Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la réception de la lettre préfectorale

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants d'équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO₂, non contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants des équipements ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés:

- a) équipements de réfrigération fixes;
- b) équipements de climatisation fixes;
- c) pompes à chaleur fixes;
- d) équipements fixes de protection contre l'incendie;
- e) unités de réfrigération des camions et remorques frigorifiques;
- f) appareils de commutation électrique;
- g) cycles organiques de Rankine.

<p>3. Les contrôles d'étanchéité en vertu du paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:</p> <p>a) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO₂ mais inférieures à 50 tonnes équivalent CO₂: au moins tous les douze mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les vingt quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 50 tonnes équivalent CO₂ mais inférieures à 500 tonnes équivalent CO₂ : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de l'inspection du 25/04/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser, au plus tard sous un mois, les contrôles d'étanchéité des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • équipement de marque MTA, fluide : R407C (32 kg), opérateur : ENGIE, fonction : froid positif ; • équipement de marque TRANE, fluide : R407C (54 kg), opérateur : Froid Provençal, fonction : R & D. <p>pour lesquels l'Inspection avait constaté que la fréquence de contrôle (6 mois) était dépassée.</p> <p>L'exploitant a adressé en retour à l'Inspection les contrôles d'étanchéité, réalisés les 19/06/2024 et 17/07/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Registre MCP

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;

- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

En séance, l'exploitant indique qu'il n'avait pas connaissance de cette obligation réglementaire.

Par courriel du 21/03/2025, l'exploitant informe l'Inspection qu'il a procédé aux télé-déclarations des informations relatives aux quatre appareils de combustion, composant l'installation de combustion 2910, sur le site internet dédié du registre MCP, et il transmet les numéros affectés à ces déclarations (23188644, 23190216, 23190383 & 23190485).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Classement des installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 1.2.1.

Thème(s) : Actions nationales 2025, Classement sous la rubrique 2910

Prescription contrôlée :

Rubrique	Régime	Libellé rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
2910-A.2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des	Installations de production de vapeur autorisées : Chaudière gaz n°1 : P = 9,8 MW Chaudière gaz n°2 : P = 5,6 MW Chaudière gaz n°3 : P = 5,6 MW	P maximum = 16,66 MW

		matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Cogénération gaz : P = 6,3 MW Peuvent fonctionner simultanément : Chaudière gaz n°1 + Chaudière gaz n°2 ou Chaudière gaz n°1 + Chaudière gaz n°3 ou Chaudière gaz n°2 + Chaudière gaz n°3 ou Chaudière gaz n°1 + Cogénération gaz ou Chaudière gaz n°2 + Cogénération gaz ou Chaudière gaz n°3 + Cogénération gaz 1 housseuse (combustible gaz) : P = 0,56 MW	
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a adressé à l'Inspection, par courriel du 10/03/2025, les caractéristiques des équipements visés dans la rubrique 2910 de son tableau de nomenclature :

Nom de l'appareil	N° conduit	Type	Puissance	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées
Chaudière 1	1	Chaudière vapeur	9,5 MW	1999	Gaz naturel	Non
Chaudière 2	2	Chaudière vapeur	5,6 MW	1972 Remplacement Bruleur en 2005	Gaz naturel	Non
Chaudière 3	3	Chaudière vapeur	5,6 MW	1971 Remplacement Bruleur en 2004	Gaz naturel	Non
Cogénération	4	Moteur cogénération avec production vapeur et eau chaude	6,3 MW	2018	Gaz naturel	Non

Les caractéristiques sont cohérentes avec celles figurant dans le tableau de nomenclature de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

L'ensemble des appareils de combustion sont susceptibles de fonctionner plus de 500 h/an.

NB : la cogénération fonctionne de novembre à mars, à la demande d'EDF. En 2023 et 2024, l'équipement a fonctionné moins de 500 h/an, mais il est susceptible de fonctionner plus, suivant la demande énergétique. L'exploitant ne peut donc pas s'engager sur un fonctionnement moins de 500 h/an.

Sur le terrain, l'Inspection a contrôlé les plaques constructeur des chaudières et du moteur de cogénération ; les dates de fabrication des équipements sont cohérentes avec les dates de mise

en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les brûleurs des trois chaudières sont des brûleurs mixtes (GN - fuel). Toutefois, à ce jour, il n'y a plus de stockage fuel sur le site ; les chaudières sont exclusivement alimentées par du GN.</p> <p>Le moteur de cogénération fonctionne également au GN.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Expression des VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection les deux derniers rapports de contrôles réglementaires des rejets atmosphériques des chaudières GN, réalisés par la société APAVE - agence de Marseille :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport APAVE n°134318995-001-1 du 18/10/2024 (intervention du 26/09/2024) ; • rapport APAVE n°100215177-001-1 du 15/01/2024 (intervention du 14/12/2023). <p>Les concentrations sont correctement exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec, et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.</p>

NB : les VLE prévues par l'arrêté préfectoral du 28/02/2017 sont également exprimées sur gaz sec et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE Chaudières avant le 1^{er} janvier 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes - Ptotale > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024

Prescription contrôlée :

I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...]

Polluants SO₂ (mg/Nm³) NO_x (mg/Nm³) Poussières (mg/Nm³)

Biomasse solide : 225 / 525 (5) / 50

Autres combustibles solides: 1 100 / 550 (10) / 50

Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / -

Fioul Lourd :

P < 10 MW : 1 700 / 550 (9) / 50 (11)

P ≥ 10 MW : 1 700 / 450 (1) (4) (9) / 50 (11)

Autres combustibles liquides

P < 10 MW : 850 / 550 / 50

P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50

Gaz naturel, Biométhane

P < 10 MW : - / 100 (2) (8) / -

P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13) / -

Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / -

Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)

(1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550

(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 150

(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 150

(4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 500

(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NO_x : 750

(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 225

(7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 150

(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 225

(9) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 600

(10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 825

(11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100

(12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an NO_x : 200

(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120
<p>Constats :</p> <p>La puissance totale de l'installation 2910 étant supérieure à 10 MW et les chaudières (générateurs à tubes fermés), dont la puissance représente plus de 50 % de la puissance totale de l'installation 2910, ayant été mise en service entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, les VLE applicables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NOx : 150 mg/Nm³. <p>La VLE fixée par l'arrêté préfectoral du 28/04/2017 modifié est de 100 mg/Nm³ pour les NOx ; c'est donc cette dernière, plus restrictive, qui s'applique.</p> <p>Les concentrations mesurées en NOx dans les rejets des chaudières GN sont inférieures à la VLE de 100 mg/Nm³ pour les deux contrôles réglementaires examinés en séance, réalisés avant le 1er janvier 2025 (rapport APAVE n°100215177-001-1 du 15/01/2024 (intervention du 14/12/2023) et rapport APAVE n°134318995-001-1 du 18/10/2024 (intervention du 26/09/2024)).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : VLE Chaudières à compter du 1^{er} janvier 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt > 5MW - > 500 h/an – à compter du 01/01/25
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <p>- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NOx (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)</p> <p>Biomasse solide :</p> <p>P ≥ 5 : 200 / 650 / 50 / 250</p> <p>Autres combustibles solides :</p> <p>P ≥ 5 : 1 100 / 550 / 50 / 200</p> <p>Fioul domestique :</p> <p>P ≥ 5 : - / 150 (3) / - / 100</p> <p>Autres combustibles liquides :</p> <p>5 ≤ P < 10 : 350 / 550 / 30 / 100</p> <p>P ≥ 10 : 350 / 500 (1) / 30 / 100</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100</p> <p>P ≥ 10 : - / 120 (2) / - / 100</p> <p>Gaz de pétrole liquéfiés :</p> <p>P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</p> <p>(1) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de</p>

<p>fumée. NOx : 550</p> <p>(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NOx : 150</p> <p>(3) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NOx : 200</p>
<p>Constats :</p> <p>La puissance totale de l'installation 2910 étant supérieure à 10 MW et les chaudières (générateur à tubes fermés), dont la puissance représente plus de 50 % de la puissance totale de l'installation 2910, ayant été mise en service entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, les VLE applicables sont <u>à compter du 1er janvier 2025</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NOx : 150 mg/Nm³. • CO : 100 mg/Nm³. <p>La VLE fixée par l'arrêté préfectoral du 28/02/2017 pour les NOx est plus restrictive (100 mg/Nm³) ; l'Inspection propose de conserver cette dernière valeur, d'autant que les rejets des chaudières respectent cette VLE.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 28/02/2017 fixait d'ores-et-déjà une VLE pour CO, identique à celle prévue par l'arrêté ministériel. Les concentrations mesurées en CO dans les rejets des chaudières GN sont inférieures à la VLE de 100 mg/Nm³ pour les deux contrôles réglementaires examinés en séance, réalisés avant le 1er janvier 2025 (rapport APAVE n°100215177-001-1 du 15/01/2024 (intervention du 14/12/2023) et rapport APAVE n°134318995-001-1 du 18/10/2024 (intervention du 26/09/2024)).</p> <p>L'arrêté préfectoral du 28/02/2017 fixe également des VLE pour les paramètres suivants : poussières, SO₂, HAP, COVNM et métaux. Compte tenu que les chaudières fonctionnent exclusivement au gaz naturel, ces VLE n'ont pas lieu d'être. L'Inspection propose donc de les supprimer ; un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé en ce sens dans un rapport distinct de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : VLE Turbines et moteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection les deux derniers rapports de contrôles réglementaires des rejets atmosphérique de la cogénération, réalisés par la société APAVE - agence de Marseille :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport APAVE n°134500811-001-1 du 26/11/2024 (intervention du 07/10/2024) ;

- rapport APAVE n°13459647-001-1 du 25/01/2024 (intervention du 29/11/2023).

Les concentrations sont correctement exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec, et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

NB : les VLE prévues par l'arrêté préfectoral du 28/02/2017 sont également exprimées sur gaz sec et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : VLE Moteurs avant le 1^{er} janvier 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existants - Ptotale > 5 MW - > 500 h/an – Jusqu'au 31/12/2024

Prescription contrôlée :

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³)

Combustibles liquides : - / 225 (1)(2)(3) / -

Autres combustibles liquides que le fioul domestique : 565 / 225 (1) (2) (3) / 40

Combustibles gazeux : 15 (7) / 100 (4) (5) (6) / -

(1) Installation déclarée avant le 1^{er} janvier 2014. NO_x : 450

(2) Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide). NO_x : 750

(3) Installation déclarée après le 1^{er} janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide). NO_x : 450

(4) Installation déclarée avant le 1^{er} janvier 2014. NO_x : 130

(5) Installation déclarée avant le 1^{er} janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode gaz). NO_x : 190

(6) Installation consommant du GPL déclarée après le 1^{er} janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018. NO_x : 190

(7) Installation consommant du gaz naturel ou du biométhane. SO₂ : -

Constats :

La puissance totale de l'installation 2910 étant supérieure à 10 MW et le moteur de cogénération, mis en service en 2018 fonctionnant au gaz naturel, les VLE applicables sont :

- NO_x : 100 mg/Nm³.

Cette VLE est identique à celle fixée par l'arrêté préfectoral du 28/02/2017.

Les concentrations mesurées en NO_x dans le rejet de la cogénération sont inférieures à la VLE de 100 mg/Nm³ pour les deux contrôles réglementaires examinés en séance, réalisés avant le 1^{er} janvier 2025 (rapport APAVE n°134500811-001-1 du 26/11/2024 (intervention du 07/10/2024) et rapport APAVE n°13459647-001-1 du 25/01/2024 (intervention du 29/11/2023)).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : VLE Moteurs à compter du 1^{er} janvier 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existants - Ptotale> 5 MW - >500h/an – A compter du 01/01/2025
Prescription contrôlée : Polluants : SO ₂ (mg/Nm ³) NO _x (mg/Nm ³) Poussières (mg/Nm ³) CO (mg/Nm ³) Fioul domestique P ≥ 5 : - / 190 (2) (3) (6) / - / 250 Autres combustibles liquides P ≥ 5 : - / 190 (2) (3) (6) (7) / 20 / 250 Gaz naturel, Biométhane P ≥ 5 : - / 95 (9) (10) / - / 100 Gaz de pétrole liquéfiés P ≥ 5 : 15 / 190 / - / 250 Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm ³) (2) Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide). NO _x : 750 (3) Installation de combustion déclarée après le 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) NO _x : 450 (4) Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014. NO _x : 250 (5) Installation de combustion déclarée à partir du 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018. NO _x : 225 (6) Installation de combustion mise en service avant le 18 mai 2006. NO _x : 450 (7) Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018. NO _x : 225 (8) Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018. Poussières : 20 (9) Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode gaz) NO _x : 190 (10) Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014. NO _x : 130
Constats : Les VLE applicables au rejet de la cogénération, <u>à compter du 1^{er} janvier 2025</u> , sont : <ul style="list-style-type: none">• NO_x : 95 mg/Nm³ ;• CO : 100 mg/Nm³. Concernant les NO _x , la VLE fixée par l'arrêté préfectoral du 28/02/2017 (100 mg/Nm ³) doit être mise à jour en cohérence avec la valeur, plus restrictive, prévue par l'arrêté ministériel ; un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé en ce sens dans un rapport distinct de l'Inspection. Concernant le CO, l'arrêté préfectoral du 28/02/2017 fixait d'ores-et-déjà une VLE, identique à celle prévue par l'arrêté ministériel. Les concentrations mesurées en CO dans le rejet de la cogénération sont inférieures à la VLE de 100 mg/Nm ³ pour les deux contrôles réglementaires examinés en séance, réalisés avant le 1er janvier 2025 (rapport APAVE n°134500811-001-1 du 26/11/2024 (intervention du 07/10/2024) et rapport APAVE n°13459647-001-1 du 25/01/2024

(intervention du 29/11/2023)).

L'arrêté préfectoral du 28/02/2017 fixe également des VLE pour les paramètres suivants : poussières, SO₂, HAP et métaux. Compte tenu que la cogénération fonctionne exclusivement au gaz naturel, ces VLE n'ont pas lieu d'être. L'Inspection propose donc de les supprimer ; un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé en ce sens dans un rapport distinct de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : VLE Moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.III

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Formaldéhyde (moteurs)

Prescription contrôlée :

Les installations de combustion déclarées après le 1er janvier 1998 respectent la valeur limite suivante en formaldéhyde : 15 mg/Nm³.

Constats :

La VLE de 15 mg/Nm³ pour le formaldéhyde est également prescrite dans l'arrêté préfectoral du 28/02/2017 modifié.

Les concentrations mesurées lors des deux derniers contrôles des rejets atmosphériques, présentés en séance, sont conformes à cette VLE (rapport APAVE n°134500811-001-1 du 26/11/2024 (intervention du 07/10/2024) et rapport APAVE n°13459647-001-1 du 25/01/2024 (intervention du 29/11/2023)).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10

Thème(s) : Actions nationales 2025, Action si non respect VLE

Prescription contrôlée :

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Constats :
Sans objet ; pour information.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 28/02/2017 modifié prévoit (article 10.2.1.1) une fréquence plus importante de contrôle des rejets atmosphériques des chaudières et de la cogénération (annuelle, semestrielle ou trimestrielle suivant les paramètres contrôlés). Dans son dossier de réexamen, déposé le 11/05/2021, l'exploitant avait sollicité la révision des fréquences de contrôle, compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du passage du régime de l'Autorisation à celui de la Déclaration pour l'installation de combustion 2910 (suite à la diminution de la puissance thermique totale de l'installation) ; • des dispositions générales prévues pour les installations à déclaration par l'arrêté ministériel du 03/08/2018 et rappelées ci-dessus (contrôle tous les 2 ans). <p>L'Inspection n'y voit pas d'objection, notamment compte-tenu du respect des VLE applicables. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé en ce sens dans un rapport distinct de l'Inspection. Ce projet d'APC révisera également la liste des paramètres à contrôler, en cohérence avec les VLE applicables (NO_x, CO pour les chaudières et NO_x, CO et formaldéhyde pour la cogénération – voir points de contrôle n°10 et 13).</p> <p>La société APAVE - agence de Marseille - qui a réalisé les derniers contrôles réglementaires (26/9/2024 pour les chaudières et 26/11/2024 pour la cogénération) - est dûment agréé par le ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (cf.</p>

arrêté ministériel du 13/06/2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère) pour les mesures suivantes réalisées sur site :

- Agrément 11 - mesure in situ des NOx ;
- Agrément 12 - mesurage in situ du monoxyde de carbone (CO) ;
- Agrément 13 - mesurage in situ de l'oxygène ;
- Agrément 14 - Mesurage in situ de la vitesse et du débit-volume ;
- Agrément 15 - mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau.
-

NB: Il n'existe pas d'agrément pour la mesure du formaldéhyde, ni d'accréditation COFRAC pour le prélèvement.

Le laboratoire d'analyse est quant à lui accrédité par le COFRAC pour l'analyse du formaldéhyde.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

Prescription contrôlée :

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

Constats :

L'Inspection a consulté le livret de chaufferie. Aucune remarque particulière à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite